

mondiale des ministres des Sports

Un sursaut est nécessaire pour sauver le sport du discrédit et des scandales dans lesquels le mènent certaines pratiques actuelles. Les valeurs du sport ne peuvent être confisquées par une personne ou un groupe de personnes.

Elles ne peuvent l'être par telle ou telle idéologie. Pour se renforcer, ces valeurs doivent tendre à l'universalité. Elles ont besoin de responsabilités collectives pour préserver, à la fois, un système d'aides publiques au monde sportif et le réformer afin d'anticiper et de limiter les multiples dérives auxquelles il est de plus en plus exposé. C'est à ce prix que nous serons fidèles aux valeurs fondatrices du sport et de l'humanisme sportif. La bonne gouvernance et l'éthique sportive, le souci de savoir comment redonner une place aux laissés-pour-compte, sont autant de points qui doivent retenir l'attention de Mineps V. Pour être crédibles, les décisions qu'exigent les instances sportives internationales au niveau national doivent être sous-tendues et renforcées par un système international qui ne peut avoir de véritable autorité morale, de réelle crédibilité que s'il commence, lui-même, à se rénover de l'intérieur et à s'imposer les mêmes exigences. Comme le rappelle l'article 10 de la charte internationale de l'EPS : «C'est par la coopération et la défense d'intérêts communs dans le domaine de l'éducation physique et dans celui du sport, langage universel par excellence, que les peuples contribueront au maintien d'une paix durable, au respect mutuel, à l'amitié et créeront ainsi un climat favorable à la solution des problèmes internationaux. Une étroite collaboration, dans le respect de leurs compétences spécifiques, de tous les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux nationaux et internationaux, intéressés, doit favoriser le développement de l'éducation physique et du sport dans le monde entier.» La situation actuelle du sport doit inciter les participants à Mineps V à se poser les questions fondamentales quant à la nature et aux fonctions du sport dans notre société : l'Etat doit-il tout mettre en œuvre pour le développement et l'épanouissement de la jeunesse et de l'ensemble de ses citoyens ou servir de marchepied à la volonté d'hégémonie et de profit des magnats du sport, notamment du football ? Durant les prochaines années, l'ordre international va continuer à connaître une période de mutations sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. L'organisation et la pratique de l'éducation physique et du sport ne pourront rester étrangères à ces mutations et bouleversements. C'est là un débat de fond extrêmement important qui mérite d'être abordé.

L'Unesco offre un cadre incomparable pour dépassionner ce débat, proposer avec discernement et recul ce qui peut être amendé, ce qui peut être valorisé, rénové et enfin ce qui doit être combattu sans faille. En prévision du prochain Mineps VI qu'il serait souhaitable d'organiser dans un pays africain ou asiatique, il est indispensable de mesurer le chemin parcouru, de recenser les acquis, les difficultés et les contraintes rencontrées depuis l'adoption de la charte internationale de l'éducation physique et du sport adoptée lors de la vingtième session de la conférence générale de l'Unesco en novembre 1978. 35 ans après son adoption, il est temps d'identifier et de fixer les nouveaux objectifs à atteindre et de penser à un réaménagement de la charte internationale de l'éducation physique et du sport. La règle sportive est une règle commune consentie qui se différencie de la loi étatique par son caractère non national.

Un corps social ne subsiste pas sans règles, son développement passe par le respect de la règle. L'activité sportive ne déroge pas à cette conception. La responsabilité du pouvoir sportif, à ce niveau, est immense. Qu'il prenne garde à ne pas s'affranchir de ces règles dans un réflexe de facilité et de «pouvoir». La façade de légalité ne pourra faire oublier le manque de légitimité qui finira à coup sûr par amener le pouvoir politique à exiger du monde sportif un comportement sociétal exemplaire. Véritable sacerdoce, le bénévolat ne saurait être une excuse. Prenons garde à ce que cette culture du bénévolat ne soit pas elle aussi détournée au profit de phénomènes de pouvoir pour lesquels la dignité et la transparence ne sont pas les vertus les mieux partagées. Le bénévolat ne saurait être une excuse ou encore moins une justification de comportements malsains, dont la famille sportive est témoin. Même s'ils rechignent à s'y soumettre, les bénévoles ne sont pas exempts de responsabilité civile, parfois fois pénales et également politique. La crise mondiale des activités sportives dans les systèmes éducatifs ne saurait être isolée du déclin constaté des valeurs fondamentales du sport. Il ne suffit pas de dénoncer les maux : il faut agir loin de tout sectarisme. Il ne suffit pas de se scandaliser : il faut réagir.

Rêvons d'un sport meilleur en étant conscients de l'ampleur des défis.

Affrontons ces défis en refusons de quitter ce rêve quels que soient les difficultés et le pessimisme du moment. La compétition, la recherche de la performance et le sport de haut niveau doivent aller de pair avec le sport pour tous, à la portée de tous et pratiqué par tous pour le plaisir, la santé et le bien-être.

C'est dans cette voie de coexistence qu'il faut développer l'action concertée et la coopération des différents acteurs, pouvoirs publics et mouvement sportif. Le document de base de Mineps V rappelle : «Reconnaissons le travail accompli par de nombreux acteurs, notamment les gouvernements nationaux, les Nations unies, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, Interpol, Europol, l'AMA, le CIO, les fédérations sportives

internationales et nationales, ainsi que les efforts déjà entrepris à de nombreux niveaux pour améliorer la transparence, détecter et combattre les irrégularités, protéger les athlètes, préparer les jeunes, et promouvoir une culture du sport propre et

loyal»Pt.3.4. Il souligne avec pertinence : «En d'autres termes, l'enjeu à l'aube du troisième millénaire vise à déterminer le rôle, la place et le statut des activités sportives dans l'action institutionnelle poursuivie par les gouvernements, les entités publiques et parapubliques face à celle du mouvement sportif» et souhaite que cette action bénéficie du soutien des ministres : «résolus à promouvoir et soutenir les mesures de prévention et de bonne gouvernance prises par le Mouvement sportif.» Pt.3.13 et à «explorer la faisabilité de la création d'un service du ministère public spécialisé dans les infractions liées au sport.» Pt.3.22

L'Allemagne a apporté et apporte toujours un précieux soutien au sport. Comment oublier également nos amis Peter Glass, le Conseil international pour l'éducation physique et la science du sport avec Mme Gudrun Doll Tepper et le Dr Margaret Talbot dont le soutien et la compétence ont contribué grandement au succès de la Convention internationale contre le dopage dans le sport. J'ai la conviction qu'une fois de plus, ils sauront montrer à

Berlin, avec le précieux concours de tous les Etats membres, combien le sport n'est pas, aujourd'hui, uniquement un exercice physique, un divertissement. C'est aussi un instrument au service d'une cause. Il reste à se poser la question : au service de quelle cause ? Le sport universel est d'abord historiquement un sport amateur. Il a véhiculé des notions de gratuité avant que l'argent ne vienne le corrompre. Loin d'être un adepte de l'angélisme, je constate que dans beaucoup d'activités humaines l'intervention de l'argent est inéluctable. Il reste à canaliser cette intervention. Notre responsabilité est de faire en sorte qu'elle reste compatible avec la culture humaniste et la transmission des valeurs du sport. Mineps V ne peut éviter une analyse rigoureuse des maux qui «cancérisent» actuellement le sport. C'est dans cette voie qu'il faut renforcer l'action concertée, la coopération et la solidarité entre les différents acteurs, pouvoirs publics, mouvement sportif et société civile. Se développant sur le terrain fertile des valeurs universelles de l'humanité, indifférent aux clivages traditionnels, politiques, économiques, sociaux et culturels, s'il doit avoir un sens, le sport ne peut le trouver qu'en direction de l'humanisme.

C'est en cela, que l'engagement, la bonne volonté et les efforts de tous sont plus que jamais nécessaires pour éviter que le sport ne se transforme en une foire d'exhibitionnisme, un marché de muscles voir un simple moyen de jeux de hasard.

C'est un véritable «enjeu de civilisation» auquel Mineps V peut apporter un soutien déterminant en remplaçant l'être humain comme valeur et préoccupation centrale et en rejetant clairement tout type de violence et discrimination. La réaffirmation de ces principes fondamentaux devraient non seulement irriguer la quintessence des travaux des trois commissions, prévues lors de cette conférence mondiale des ministres des Sports, mais également converger vers l'adoption d'une recommandation prévoyant l'enrichissement de la charte internationale de l'EPS. La question qui se pose est de savoir si toutes les parties concernées et intéressées sont prêtes à mener une telle réflexion et à unir leurs forces lors de Mineps V, à Berlin, pour prendre les décisions qui s'imposent ; rien n'est moins sûr.

H. H. O.

(*) **Consultant international, ancien responsable de l'éducation préventive et du sport à l'Unesco, titulaire de la distinction mondiale de l'humanisme sportif**

Publicité

PENSÉE

Cela fait 21 ans, le 13 mai 1992, que nous as quittés à jamais notre cher père et époux

Rabah Afredj

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pieuse pensée pour l'homme extraordinaire qu'il a été. Repose en paix très cher Rabah.

